

La croissance belge demeure faiblarde

LE RÉSUMÉ

Le deuxième trimestre a vu le **PIB belge progresser de 0,3% seulement**, soit autant qu'au premier trimestre.

À ce rythme, on atteindra difficilement **1,5% de croissance sur l'année**.

En cause principalement, l'appréciation de l'euro et des **freins structurels à la croissance**, comme le manque de main-d'œuvre.

JEAN-PAUL BOMBAERTS

L'activité économique en Belgique a progressé de 0,3% au deuxième trimestre 2018, d'après une première estimation fournie hier par la Banque nationale. C'est un résultat identique à celui du premier trimestre (0,3%) et qui confirme le ralentissement de la croissance.

Ce ralentissement était déjà perceptible depuis plusieurs mois à travers les indicateurs européens (PMI, etc.). En rythme annuel, la croissance belge se monte à présent à 1,3% du produit intérieur brut (PIB).

En début d'année, les prévisions de croissance pour 2018 étaient de l'ordre de 1,9%. Au mois de juin cependant, le Bureau du plan et la

Banque nationale ont ramené leur prévision de croissance à 1,6% et 1,5% respectivement pour cette année.

Explications structurelles

À quoi faut-il attribuer ce ralentissement de l'activité économique? Il y a d'abord le spectre maintes fois évoqué d'une guerre commerciale provoquée par l'administration Trump. «Si certaines hausses tarifaires commencent à se préciser, on n'en voit pas encore les effets», explique Philippe Ledent, économiste chez ING. «Ceci étant, des sanctions américaines contre des produits chinois peuvent impacter l'Europe dans la mesure où les Chinois chercheront de nouveaux débouchés», précise-t-il.

Il pointe également l'appréciation de l'euro en 2017. «Il faut généralement un délai assez long pour qu'une variation de taux de change ait un impact sur l'économie.»

Mais il y a sans doute aussi une explication plus fondamentale, liée aux cycles économiques. «L'accélération à laquelle nous avons assisté durant la deuxième moitié de 2017 s'est avérée temporaire et insoutenable, de sorte que nous revenons aujourd'hui à un rythme de croissance plus naturel. Les économies de la zone euro ne sont tout simplement pas capables de faire plus, compte tenu du cadre structurel dans lequel elles évoluent.»

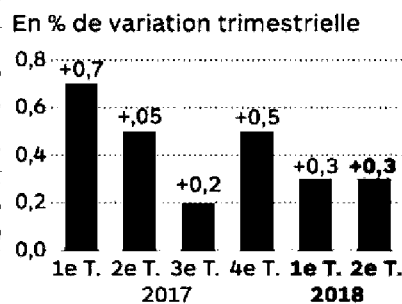
Il suffit à cet égard d'observer le

manque de main-d'œuvre qualifiée dont se plaignent les entreprises.

Que peut-on escompter pour la seconde moitié de l'année? «Si on reste sur une croissance trimestrielle de 0,3% au troisième et quatrième trimestres, on terminera l'année avec une croissance de 1,4%. Si, par contre, on parvient à accélérer à 0,4% ou 0,5%, on pourra envisager 1,5% voire 1,6% sur l'année», prédit Philippe Ledent.

Cela suppose donc une seconde moitié de l'année plus dynamique. Ce que les indicateurs de confiance de la Banque nationale pourraient permettre d'envisager, puisqu'ils se situent à un niveau assez élevé. Le problème, c'est qu'ils sont à ce niveau élevé depuis des mois et qu'on ne voit rien venir. «Cela fait trop longtemps qu'on observe un décrochage entre la confiance et la croissance. Il faut davantage regarder la dynamique des indicateurs de confiance plutôt que leur niveau», conclut Philippe Ledent.

CROISSANCE DU PIB BELGE



Source: BNB